

ADRESSE AU PEUPLE DU BENIN

NER POUR CHASSER BONI YAYI ET SAUVER LA PATRIE



Aux

- Responsables d'Organisations patriotiques des Travailleurs, des Jeunesses, de Femmes, d'Artisans et de Paysans progressistes ;
- Rois et Dignitaires probes du Bénin ;
- Intellectuels Traditionnels et modernes patriotes ;
- Soldats et Officiers patriotes ;
- Travailleurs et Peuples du Bénin !

Mes chers compatriotes !

Notre pays, le Bénin, traverse une période particulièrement critique et se trouve à nouveau à un tournant décisif de son histoire politique. Dans de telles situations, le Parti Communiste du Bénin a l'habitude de s'adresser aux travailleurs et aux peuples pour leur indiquer la voie la meilleure à suivre pour aller hardiment vers leur auto-émancipation avec la moindre douleur. Voilà pourquoi aujourd'hui je viens m'adresser à vous.

1

Le Bénin, notre patrie, est aujourd'hui en perdition et touche au fond de l'abîme dans un état de déconfiture avancée.

Déconfiture économique. Une économie en état chaotique et où les principaux leviers de commande de l'Etat (SONAPRA, Port, Bénin Télécoms SA, OCBN, SBEE? etc.) sont bradés ou sont en voie d'être bradés aux capitaux étrangers surtout français. Les cimenteries sont à Lafarge, les brasseries à Castel-BGI, le Port à Bolloré, les télécommunications menacées d'être livrées à France-Télécom-Orange sans compter les Banques et Assurances.

Déconfiture financière. Les caisses de l'Etat sont vidées par la gestion déprédatrice, patrimoniale et anti-orthodoxie financière des deniers publics du gouvernement YAYI Boni qui a fini de mettre à sac les finances publiques. Les scandales politico-financiers du gouvernement sont légion. Aujourd'hui, l'on voit à nouveau planer sur le pays le spectre de la crise financière et budgétaire de l'année 1989.

Déconfiture intellectuelle et scolaire. L'instruction publique inadaptée (parce que demeurée calquée sur le modèle français avec à la clé la domination de la langue française) est plombée par les Nouveaux Programmes d'Etudes qui assassinent l'esprit de nos enfants pour plusieurs générations. La recherche scientifique et technique est laissée au bon gré des commanditaires étrangers et naturellement orientée vers la satisfaction de leurs intérêts.

Déconfiture sociale. La misère et la famine tenaillent plus que jamais l'immense majorité des travailleurs et des masses populaires béninoises en général et la «prospérité partagée» de YAYI Boni ne se voit que dans les cercles ethno-religieux proches des dignitaires au pouvoir.

Déconfiture politique. Le Bénin vit depuis l'avènement du régime dit du Changement une crise institutionnelle presque permanente du fait de la volonté effrénée de YAYI Boni de se soumettre toutes les institutions constitutionnelles notamment le parlement. A défaut de réussir son forfait, YAYI Boni préfère ignorer la représentation nationale pour gouverner par voie d'ordonnance. Les autres institutions de la République telles la Cour Constitutionnelle, la Haute

Cour de Justice, la HAAC, etc. sont mises sous la coupe du nouvel autocrate. Et le 26 juillet dernier, des députés viennent d'engager la procédure de poursuite du Président de la République devant la Haute Cour de Justice. C'est dire que quelle que puisse être l'issue de cette procédure, la déconfiture politique a atteint le sommet de l'Etat et YAYI Boni n'est plus légitimement qualifié tant à l'intérieur qu'à l'extérieur pour exercer la fonction de Président de la République du Bénin.

Déconfiture morale. On assiste à des crimes de sang, des assassinats d'adultes et d'enfants impunis, des actes d'escroquerie, des scandales impliquant des dignitaires au pouvoir et ceux dits de l'opposition. La tricherie, la magouille, les hold-up les plus rocambolesques, la souillure et la corruption sont distillés, loués comme clé de la réussite et de l'ascension sociales et politiques.

Mes chers compatriotes, l'affaire dite ICC-Services et consorts (après ceux connus de la CEN-SAD, des recettes d'escorte des véhicules d'occasion, de l'avion présidentiel, des machines agricoles, etc.) révèle à quelle déchéance morale peut conduire une équipe gouvernementale apatride, émanation du capital financier international et exclusivement à son service. Un gouvernement qui a consciemment livré sa population qu'il est censé protéger, à l'escroquerie la plus vaste de l'histoire du pays ! Il y a de quoi s'écrier «Qu'arrive-t-il au Bénin ?». Et comme le disent certains : «Partout, des pans entiers de notre maison commune s'écroulent», nous sommes dans la boue jusqu'au cou, couverts de honte et obligés de baisser les yeux face à l'étranger. La Conférence Nationale de 1990, censée avoir «vaincu la fatalité» et fondation du régime dit du Renouveau démocratique, s'est révélée hélas un marché de dupes confirmant ce que le Parti Communiste du Bénin en avait dit en 1990 et l'on parle de nouveau de «refondation», c'est-à-dire de la nécessité de se trouver une autre fondation constitutionnelle au pays.

2

Comment en est-on arrivé là ? C'est le lieu de s'interroger sur le système qui a produit un régime comme celui qui nous gouverne en ce moment. En fait, le système colonial français en 1960 a opéré un changement de stratégie en concédant une indépendance factice aux anciennes colonies dont le Dahomey devenu Bénin. L'essentiel des pouvoirs de décisions du pays est demeuré, avec la complicité de nationaux vénaux et apatrides, aux mains de l'ancienne puissance coloniale, la France. Les gouverneurs ont cédé la place aux Présidents qui ne sont que des sous-préfets noirs de la France et qui ont pour mission de poursuivre la même politique que sous la colonisation. Les deux principaux leviers de cette domination coloniale sur notre pays sont la domination culturelle et linguistique avec la langue française comme unique langue d'instruction et d'administration au Bénin et la monnaie CFA, sous-multiple du franc français, puis de l'euro. Ainsi, le franc CFA est géré finalement à Francfort en fonction des critères n'ayant aucun rapport avec les préoccupations des économies africaines.

Alors qu'il est établi qu'un peuple ne se développe réellement que dans sa langue maternelle, les expériences mondiales le prouvent (Chine, Corée, Japon, etc.) et que l'UNESCO le recommande, la langue française continue d'être hégémonique dans l'instruction et l'administration dans notre pays ; ce qui, à n'en pas douter, est un obstacle à tout développement. De la sorte, au plan économique, l'économie du Bénin est une relique attardée de l'économie coloniale de traite : une économie tournée vers la satisfaction des besoins étrangers aux peuples béninois, vers la satisfaction des demandes et débouchés des monopoles industriels et financiers étrangers notamment français ; une économie essentiellement d'import-export avec pour mécanisme essentiel l'exportation de nos produits bruts et l'importation des produits manufacturés. Dans la division du travail, le Bénin se voit décerné la fonction de pays de transit et de consommation des produits étrangers.

Tous les gouvernements qui se sont succédé à la tête de notre pays depuis cinquante ans n'ont eu pour mission que de maintenir et de sauvegarder ce système néocolonial. Ils ont toujours eu l'oreille dressée vers les instructions des puissances étrangères et restent sourds aux luttes, aux revendications et intérêts des travailleurs et des peuples du Bénin. Pour remplir cette mission, ces gouvernements au service de l'étranger et, en particulier, les présidents de la République de notre

pays sont protégés de leurs crimes contre toute demande populaire de justice et de probité, par **l'impunité**. Il en est ainsi notamment du despote KEREKOU, le plus grand criminel de l'histoire politique de notre pays. Chaque gouvernement qui vient commet son lot de crimes politiques et économiques, tue, pille les ressources, s'en va et est protégé par son successeur. Tous les anciens membres de ces gouvernements passés, prétendants actuels au pouvoir, Adrien HOUNGBEDI, Abdoulaye Bio TCHANE, Pierre OSHO comme leur comparse au pouvoir Boni YAYI sont commis à cette tâche de perpétuation du système néocolonial français en particulier au Bénin et sont donc, selon vos propres témoignages, disqualifiés et incapables de gérer le pays dans l'intérêt des travailleurs et des peuples de ce pays.

3

Depuis 1960, le peuple du Bénin a mené des luttes multiformes contre cette situation d'arriération et de lots de misère que cela entraîne pour un mieux-être et l'assomption de soi comme peuple souverain. Ces luttes qui sont allées des simples grèves jusqu'aux soulèvements populaires ont à maintes reprises secoué le système néocolonial. Je veux citer quelques jalons forts de ces combats qui font date dans l'histoire récente de notre pays : la « révolution » de 1963 contre le gouvernement de Maga et ayant conduit à son renversement, le mouvement des travailleurs contre le gouvernement du Général Christophe SOGLO et qui a entraîné sa chute en 1967, le mouvement populaire d'avril-juin 1969 contre le gouvernement de ZINSOU et qui a facilité sa chute en décembre 1969, les mouvements de mai-juin 1975, les grands mouvements populaires de 1989 avec le soulèvement du 11 décembre 1989 qui a renversé le pouvoir despotique de Mathieu KEREKOU.

Pascal FANTODJI a eu le mérite historique de faire voir que la question du pouvoir n'est pas seulement l'affaire des riches ou des hommes galonnés, que le pouvoir aux mains de ces couches sociales ne fera jamais la volonté et le bonheur des travailleurs et des pauvres et que, par conséquent, les travailleurs et les pauvres doivent s'intéresser au pouvoir, le prendre et l'exercer pour leur compte. Il a initié pour ce but la fondation du Parti Communiste du Dahomey, devenu Parti Communiste du Bénin en 1977. Il s'est battu dans ce cadre de 1977 à 1990 pour faire prendre conscience au peuple travailleur de cette nécessité. Mais à la Conférence Nationale, coalition formée pour l'essentiel d'apatrides prêts à vendre leur pays, l'idée était qu'il fallait remettre le pouvoir à des banquiers, à des hommes d'église ou à des pasteurs, l'armée ayant échoué avec le régime KEREKOU-PRPB. Le Banquier de la Banque Mondiale, Nicéphore SOGLO, a lamentablement échoué. KEREKOU revint sous le manteau de pasteur et passa dix ans. Le pays n'a connu aucune amélioration. On revient de nouveau à un autre Banquier, YAYI Boni. Ainsi, à

humaines, culturelles et morales de son peuple que l'on féconde avec la science au dernier cri de chaque moment en vue de la satisfaction des besoins sans cesse croissants des citoyens. On ne développe un pays qu'en prenant en compte les aspirations légitimes d'un peuple à un moment donné. Lorsqu'on vous écoute, lorsqu'on regarde les luttes empiriques que vous menez tous les jours, on voit que vous voulez de notre Bénin qu'il soit un pays émancipé, un pays développé, un pays qui produit et qui vend et non un pays qui seulement consomme les produits étrangers ; un pays où le peuple est maître chez lui parce qu'assis sur ses ressources et valeurs culturelles et linguistiques propres agrégées d'apports extérieurs : vous voulez la sauvegarde de notre patrimoine public contre le bradage aux intérêts étrangers et donc la fin des privatisations et le retour des entreprises privatisées dans le giron de l'Etat ; vous voulez que nos langues maternelles soient des langues de l'instruction et de l'administration du pays et, par conséquent, la suppression des Nouveaux Programmes d'Etudes ; vous voulez que nos guérisseurs traditionnels soient mis à contribution pour une médecine béninoise moderne et que nos dignitaires traditionnels soient reconnus dans leurs fonctions d'administrateurs et de juges locaux. Pour la sauvegarde de nos ressources contre le pillage et la bonne gestion de nos entreprises et administrations publiques, vous voulez des mesures efficaces et contrôlables par vous contre la corruption et les corrupteurs et que, par conséquent, les directeurs soient élus et révocables par les travailleurs. Vous voulez que tous les criminels politiques et économiques soient punis et/ou rendent gorge des vols commis contre le peuple. Le gouvernement de YAYI Boni n'en veut rien entendre et telle une mule fonce tête baissée dans la tyrannie, dans la politique de terre brûlée avec la braderie à l'étranger de toutes nos entreprises publiques, dans les scandales les plus immondes dans la négation des droits des travailleurs et des peuples et des actes de trahison des intérêts supérieurs de notre chère patrie.

5

Travailleurs et peuples du Bénin, mes sœurs et frères béninois,

Aucun citoyen ne peut et ne doit légitimement se sentir lié par le devoir d'obéissance à un Chef d'Etat contre lequel les députés de la Représentation nationale ont engagé une procédure de destitution et à l'administration qu'il commande.

Aucun Chef d'Etat étranger, aucun «partenaire technique et financier» ne peut encore négocier sérieusement avec un Président de la République contre lequel une majorité de députés a engagé une procédure de destitution. C'est dire qu'une fois encore la question du pouvoir est posée de façon immédiate dans notre pays. Les expériences des peuples et les nôtres propres indiquent que seuls les travailleurs et les vrais combattants pour l'émancipation de ce pays peuvent et doivent se donner un pouvoir à leur profit. Autrement, ce serait alors une démission devant l'histoire.

Ce qu'il faut aujourd'hui et tout de suite, c'est que les travailleurs et les peuples du Bénin, tous les vrais patriotes, tous les vrais démocrates, tous ceux qui ont combattu et combattent tous les jours pour l'émancipation de ce pays mettent en place un gouvernement qui soit l'expression de leurs aspirations et le fassent triompher envers et contre tous les ennemis de la patrie.

6

Au regard de cette nécessité historique, au nom de mon Parti, j'ai pris la décision de convoquer dans les meilleurs délais une Assise Centrale, les Etats Généraux de la Patrie regroupant en priorité les Responsables d'Organisations populaires combattant pour la dignité et l'essor de notre patrie pour la mise en place de ce **Gouvernement de Salut National**. Je veux un Gouvernement des Travailleurs et des Peuples, c'est-à-dire un Gouvernement qui exécute les revendications des travailleurs et des peuples et respecte les instructions qu'ils donnent. Je peux, dès maintenant sur la base de l'observation que moi-même, j'ai faite de ces revendications et instructions, que le prochain Gouvernement, dès son avènement, devra par voie d'ordonnances prendre les mesures urgentes et immédiates suivantes :

Garantie des libertés politiques complètes pour les travailleurs et les peuples :

- le jugement et le châtement des criminels politiques et des auteurs de violation des libertés démocratiques ;
- l'imprescriptibilité des crimes politiques et économiques ;
- la liberté à tous les jeunes notamment ceux des collèges de s'organiser et de s'exprimer et la suppression du Règlement Intérieur Hountondji-Lamouré ;

Pour le pouvoir de décision aux mains des travailleurs :

- l'élection et la révocabilité des directeurs techniques des entreprises et des administrations publiques ;
- la publication régulière des audits des entreprises et administrations publiques ;
- le jugement des pilliers de l'économie à qui il faut faire rendre gorge ;

Pour la sauvegarde de la souveraineté économique :

- l'arrêt immédiat des privatisations et le retour des entreprises stratégiques privatisées dans le giron de l'Etat avec la reprise des travailleurs mis en chômage dans ce sens ;
- la création d'une Banque d'Etat pour l'aide matérielle aux entrepreneurs nationaux et à la promotion industrielle au Bénin ;
- la proclamation de la terre propriété éminente de l'Etat ;
- le lancement du recueil et de la centralisation des ressources matérielles, du sol et du sous-sol ainsi que du savoir et du savoir-faire collectif des travailleurs et du peuple ;

Pour la réorientation de l'instruction publique et la souveraineté culturelle :

- la suppression des NPE et l'instruction de tous dans les langues maternelles ;
- la création d'une Académie des Lettres, Arts et Sciences ;
- la reconnaissance de toutes les langues parlées au Bénin comme langues officielles ;
- la reconnaissance des intellectuels traditionnels comme administrateurs et juges locaux ;
- la reconnaissance par l'Etat des cliniques des tradithérapeutes ;
- la reconnaissance par l'Etat de l'organisation des Chasseurs pour la sécurité publique ;
- la Convocation d'une Assemblée Constituante formée d'élus des travailleurs et des combattants pour l'élaboration d'une nouvelle Constitution.

Le Gouvernement de Salut National devra, dès la prise en mains des charges du pays, rentrer en pourparlers avec les autres pays de l'UEMOA et de la CEDEAO pour la création d'une monnaie commune réclamée par tous les patriotes et producteurs nationaux africains.

Ce sont là des mesures immédiates, urgentes pour démarrer la fondation d'une autre république, une république démocratique indépendante et moderne. Des hommes du peuple, honnêtes et probes réfléchissent aux pas successifs à poser pour continuer notre ascension dans le rattrapage des pays les plus développés.

D'ores et déjà, j'ai formé quatre Commissions : Commission de l'Economie, des Finances et du Plan ; Commission à l'Instruction publique et à la Culture ; Commission à la Diplomatie et aux Relations Extérieures ; Commission à la Défense et à la Sécurité ; pour les réflexions et la prise en charge des contributions les plus idoines de la gestion du pays. Je puis vous dire que j'ai pu déjà identifier Jean Kokou ZOUNON pour présider la Commission de l'Economie, des Finances et du Plan, Augustin Karl AGOSSOU-VOYEME pour présider la Commission à l'Instruction publique et à la Culture ; Fidèle QUENUM pour présider la Commission à la Diplomatie et aux Relations Extérieures. Ce sont tous des hommes éprouvés dans le combat émancipateur, d'un patriotisme ardent, de grande probité et de grande compétence avérée.

Pour ma part, je sais qu'il y a beaucoup de patriotes, d'hommes généreux et probes qui ont toujours nourri de nobles ambitions pour leur pays et qui sont prêts à contribuer à la grande Aventure de l'Emancipation de la Patrie. Je le sais et je suis prêt à recueillir toutes ces propositions pour leur consécration aux Etats Généraux de la Patrie.

Je lance un appel à tous les patriotes, à tous les démocrates sincères, à toutes les personnalités, quels que soient leurs errements par le passé, à une large union patriotique pour la

conquête du pouvoir de la façon la moins douloureuse possible et la mise en place du Gouvernement de Salut National.

Je lance un appel même à ceux qui ont appartenu à des partis politiques ou à des gouvernements qui, pendant cinquante ans, ont conduit le pays à la ruine à abandonner le camp de l'apatridie et à soutenir cette large union, car il n'est jamais trop tard pour bien faire. Le gouvernement de Salut National saura, en temps opportun, faire la part des choses.

Aujourd'hui, Boni YAYI, les ministres et préfets nommés par lui n'ont plus aucune légitimité, ni aucun crédit. Les Directeurs Généraux nommés par lui ne doivent en fait leur autorité qu'à la seule clémence des travailleurs. C'est dire que l'administration Boni YAYI ne mérite plus d'être obéie. Je demande à tous les travailleurs, à tous les citoyens de rejeter désormais tous les ordres et instructions du gouvernement failli et crapuleux de YAYI Boni et de toute son administration : ministres, préfets, DG nommés par lui et de se lever pour restaurer ce pays et laver la honte et l'indignité qui, désormais, collent au front de tout Béninois. A tous, je demande la désobéissance civile.

J'invite particulièrement les Directeurs Généraux des entreprises et administrations publiques à se soumettre aux sommations de contrôle de leur gestion par les travailleurs et leurs comités. Ce serait pour eux la seule manière de prouver qu'ils n'ont point trempé dans la gestion mafieuse de leur unité de production.

Aux soldats et aux officiers patriotes, sachez que vous êtes fils de ce peuple qui aspire à son émancipation, que vous avez le devoir de vous associer à lui et non de défendre un autocrate mafieux en perdition. Par ailleurs, je vous demande de rejeter toute aventure putschiste dans laquelle certains voudraient vous entraîner, car, autrement, vous vous mettriez au travers de la voie de l'émancipation de notre pays et serez combattus comme tels.

Aux Béninois de l'Extérieur, je dis que je comprends votre désolation face au spectacle ignominieux qu'offre le gouvernement de votre pays et de l'image de honte qu'il projette sur vous à l'extérieur. A vous tous, je demande de conjuguer tous vos efforts avec vos compatriotes de l'intérieur pour le soutien au Gouvernement de Salut National afin qu'on finisse avec le gouvernement de la mafia et de l'escroquerie.

Je demande au gouvernement de YAYI de savoir raison garder, de prendre la mesure des choses en se retirant pacifiquement lui-même de la tête de l'Etat. Car, s'il s'obstine et s'agrippe, il aura aggravé sa cause et tout sang versé par son fait lui sera comptabilisé et il en subira les conséquences.

Enfin, je lance un appel aux gouvernements étrangers pour qu'ils comprennent que notre objectif, c'est de sortir le Béninois de son état actuel d'arriération, d'inculture et de misère et qui fait de lui un sous-homme, que l'humanité est en progression rapide vers la réalisation de l'éthique universelle, que le peuple béninois mérite comme tout peuple, d'assumer son destin dans le concert des nations.

Travailleurs salariés, artisans, paysans, jeunes, femmes, intellectuels traditionnels et modernes probes, soldats et officiers patriotes du Bénin, sachez que rien de beau et de grand ne se réalise sans luttes, sans sacrifices et sans passion. Allons aux combats avec détermination et héroïsme pour l'émancipation des peuples de la terre de nos aïeux.

Vive le Bénin émancipé !

Cotonou, le 04 août 2010

Philippe NOUDJENOUME
Professeur de Droit Public
Premier Secrétaire du PCB